

COORDINATION DE LA COOPERATION DANS LES CARAÏBES

ASSOCIATION DES ÉTATS DE LA CARAÏBE (AEC)

**XXV^E RÉUNION PRÉPARATOIRE INTERSESSIONELLE POUR LA XXVIII^E
RÉUNION ORDINAIRE DU CONSEIL DES MINISTRES**

Siège du Secrétariat de l'AEC, Port d'Espagne, République de Trinité et Tobago

(Réunion virtuelle)

Le 18 janvier, 2023

AEC

ASSOCIATION DES ÉTATS DE LA CARAÏBE



The map displays the Caribbean region, including Mexico, Central America (Belize, Guatemala, El Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa Rica, Panama), the Caribbean Sea, and northern South America (Colombia, Venezuela, Guiana, Suriname, French Guiana). It also shows numerous Caribbean islands and territories, including The Bahamas, Cuba, Jamaica, Haiti, Dominican Republic, Puerto Rico, British Virgin Islands, St. Kitts and Nevis, Antigua and Barbuda, Guadeloupe, Dominica, Martinique, Saint Lucia, Barbados, St. Vincent and the Grenadines, and Trinidad and Tobago.

COORDINATION DE LA COOPÉRATION DANS LES CARAÏBES

Septembre, 2022

COORDINATION DE LA COOPÉRATION DANS LES CARAÏBES

INDEX

| | |
|--|---|
| PRESENTATION DE L'AEC | 2 |
| PRIORITES IMMEDIATES ET PROCHAINES ETAPES..... | 4 |
| REVUE HISTORIQUE DE L'AEC | 6 |

PRESENTATION DE L'AEC

Dans une région caractérisée par différentes entités intergouvernementales et multilatérales, l'Association des Etats de la Caraïbe (AEC), qui existe depuis 28 ans, est une création unique, conçue pour offrir un espace d'échange et de dialogue orienté vers une coopération pratique et complémentaire entre ses Membres - à savoir vingt-cinq (25) Etats Membres et dix (10) Etats Associés - sur cinq questions qui génèrent le plus d'impact lorsqu'elles sont gérées de manière régionale :

- i. la protection et la préservation de la mer des Caraïbes, par la reconnaissance de cette dernière comme zone spéciale, et des actions concrètes pour assurer l'intégrité environnementale et l'adaptation au changement climatique de la région ;
- ii. la réduction des risques de catastrophes ;
- iii. le tourisme durable ;
- iv. le transport ; et

- v. les relations commerciales et économiques.

Concevoir la région comme une Grande Caraïbe donne à l'AEC la capacité d'innover des solutions et des plateformes communes, y compris numériques, pour aborder les questions qui se posent par rapport aux 5 priorités mentionnées ci-dessus. En effet, tous les domaines d'intervention susmentionnés sont liés entre eux et nécessitent des interventions globales auxquelles participent tous les pays de la Grande Caraïbe.

Dans ce sens, l'AEC offre une plateforme cruciale pour le développement de la Grande Caraïbe, non seulement en unissant les pays et territoires liés par la Mer des Caraïbes, mais aussi en récupérant les meilleures pratiques et visions que les acteurs ont à offrir de manière complémentaire et non compétitive. C'est ainsi que l'AEC a pu concrétiser, par l'intermédiaire de ses membres, la construction d'un Plan d'action pour la période 2022-2028, qui non seulement trace la voie à suivre dans l'activation de la coopération technique dans les cinq domaines d'intervention de l'AEC, mais assure également la prise en compte d'autres questions transversales telles que l'attention aux plus vulnérables et/ou la numérisation et la technologie.

La création de l'AEC remonte à une initiative de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), suite à la recommandation du rapport de la « West Indies

Commission » de 1992, "Time to Act", par lequel les pays de la Communauté ont décidé d'élargir leurs espaces économiques et commerciaux pour atteindre les pays ayant un dénominateur commun, la mer des Caraïbes. Ainsi, l'AEC est la seule organisation de la région qui regroupe un large éventail de pays et territoires anglophones, hispanophones, francophones et néerlandophones, mais aussi des sous-régions - dotées d'une personnalité juridique internationale (CARICOM - Traité de Chaguaramas) et trois autres groupes spécialement configurés pour lui donner une identité très particulière au sein de l'Association, le Groupe centraméricain (Costa Rica, El Salvador et Guatemala, Honduras et Nicaragua) ; le Groupe des 3 (Mexique, Colombie et Venezuela) et les Non-Alignés (Cuba, Panama et République dominicaine). Tous tirent leur identité commune de la mer des Caraïbes.

Le pouvoir de rassemblement de l'AEC est exploité pour offrir un espace de haut niveau dans lequel la politique et la science peuvent dialoguer autour du thème commun de la mer des Caraïbes et des activités humaines tangibles et intangibles qui en dépendent. Par conséquent, telle qu'envisagée par la CARICOM, la mission de l'AEC est verte et bleue : l'impératif d'assurer la durabilité par le biais d'une coopération coordonnée, sud/sud et triangulaire.

Sa convention constitutive établit clairement ses fonctions et objectifs

principaux : (i) consultation, (ii) concertation et (iii) coopération, en vue d'un développement culturel, économique, social, scientifique et technologique durable de la Grande Caraïbe (art. 3) ; ainsi que le développement du potentiel de la mer des Caraïbes et la promotion d'un espace économique élargi pour le commerce et l'investissement, offrant des opportunités de coopération et de concertation.

L'AEC englobe intimement dans son espace opérationnel un sous-groupe de Membres fondateurs et d'Organisations observatrices qui, comme l'AEC elle-même, donnent une viabilité aux divers efforts de coopération multilatérale dans la Région : La Communauté des Caraïbes (CARICOM), le Système d'intégration centraméricain (SICA), le Secrétariat pour l'intégration économique centraméricaine (SIECA), le Système économique latino-américain et caribéen (SELA), la Commission économique pour la Caraïbe et l'Amérique latine (CEPALC) et l'Organisation du tourisme de la Caraïbe (CTO), avec une attention particulière, conformément au mandat du Sommet, à la coordination entre l'AEC, la CARICOM et le SICA. En organisant des réunions des Secrétariats de ces entités (les Réunions Inter-Secrétariats), l'AEC cherche à coordonner les efforts de coopération de ces entités afin d'obtenir une plus grande synergie, et donc moins de duplication des efforts. L'AEC se constitue donc comme le secrétariat des secrétariats au service de ses membres avec la capacité de multiplier le nombre

et l'impact des interventions de développement des partenaires de développement qui travaillent avec elle.

Les 29 pays observateurs, les 6 organisations observatrices et les 16 parties prenantes de l'AEC sont les partenaires de développement privilégiés de l'AEC avec lesquels l'Association entretient un dialogue constant dans le but de développer conjointement des interventions de développement.

Au sein de la gouvernance de l'institution, il existe deux (2) organes permanents (art. 7) : 1) le Conseil des ministres et 2) le Secrétariat. En ce qui concerne le premier point, le Conseil des ministres est le principal organe de décision et d'orientation de l'Association, dans le cadre des objectifs et des fonctions (article 8). Ses fonctions comprennent (art. 9) : i) la détermination des actions, politiques et programmes de l'AEC, ii) l'analyse et l'adoption du programme de travail de l'AEC, entre autres.

La fonction principale des comités spéciaux est d'assister le Conseil des ministres dans la promotion d'actions concrètes de coopération et ils sont composés à la demande des États membres ou des membres associés qui le souhaitent (art. 5, 6 et 7 de l'accord 7/95). Parmi les fonctions des Comités spéciaux figurent la proposition, la soumission, le suivi et l'évaluation du Plan de travail annuel, entre autres (art. 8 de l'Accord 7/95).

Ces organes sont en fin de compte guidés par les Sommets des Chefs d'Etat et/ou de Gouvernement des membres de l'AEC, qui ont lieu tous les trois (3) ans pour examiner et réaffirmer la politique, identifier les priorités de la coopération et, si nécessaire, définir les principes et les pratiques qui sous-tendent la coopération de l'AEC.

La trajectoire institutionnelle et le processus de l'AEC vers le IXe Sommet de l'AEC et des événements tels que la VIIe Conférence de coopération internationale et le Forum des entreprises de l'AEC, qui se tiendront à Antigua, au Guatemala, en 2023, ont été tracés pour faire en sorte que le Sommet soit une vitrine :

- i. l'accent renouvelé de l'AEC sur la résolution des défis régionaux par le biais d'une coopération tangible au niveau macro-régional dans la Grande Caraïbe dans les domaines prioritaires définis dans le Plan d'action 2022-2028 ; et
- ii. les efforts déployés au niveau du secrétariat pour s'équiper au mieux au niveau des politiques, de la gouvernance et des processus afin d'attirer et de coordonner la mise en œuvre de la coopération.

PRIORITES IMMEDIATES ET PROCHAINES ETAPES

Depuis l'adoption du Plan d'action 2022-28 par la XXVIIe Réunion ordinaire du Conseil ministériel en mai 2022, et sous

la Présidence Pro Tempore (PPT) du Guatemala, l'AEC s'attache à mettre en évidence le Plan de mise en œuvre et à le partager avec les différentes parties prenantes lors de la VI^e Conférence internationale sur la coopération à La Havane, Cuba, du 10 au 11 novembre 2022. Le plan de mise en œuvre devrait être approuvé lors de la VI^e Réunion spéciale du Conseil des ministres de l'AEC qui se tiendra le 21 septembre 2022 à New York, suivie du IX^e Sommet des chefs d'Etat et/ou de gouvernement de l'AEC qui se tiendra respectivement les 9 et 12 mai 2023 à Antigua, au Guatemala.

A cet égard, et en vue de coordonner la mise en œuvre du Plan d'action dans le contexte du cadre institutionnel de l'AEC, le Secrétaire général tient des réunions avec ses homologues des organisations fondatrices de l'AEC, à savoir les Secrétaires généraux de la CARICOM, du SICA et du SIECA, afin d'identifier des actions conjointes pour générer une complémentarité entre les Agendas, ce qui permet d'éviter la duplication des efforts et, surtout, de valoriser la nature même de chaque sous-région et la différenciation que représente la région de la Grande Caraïbe.

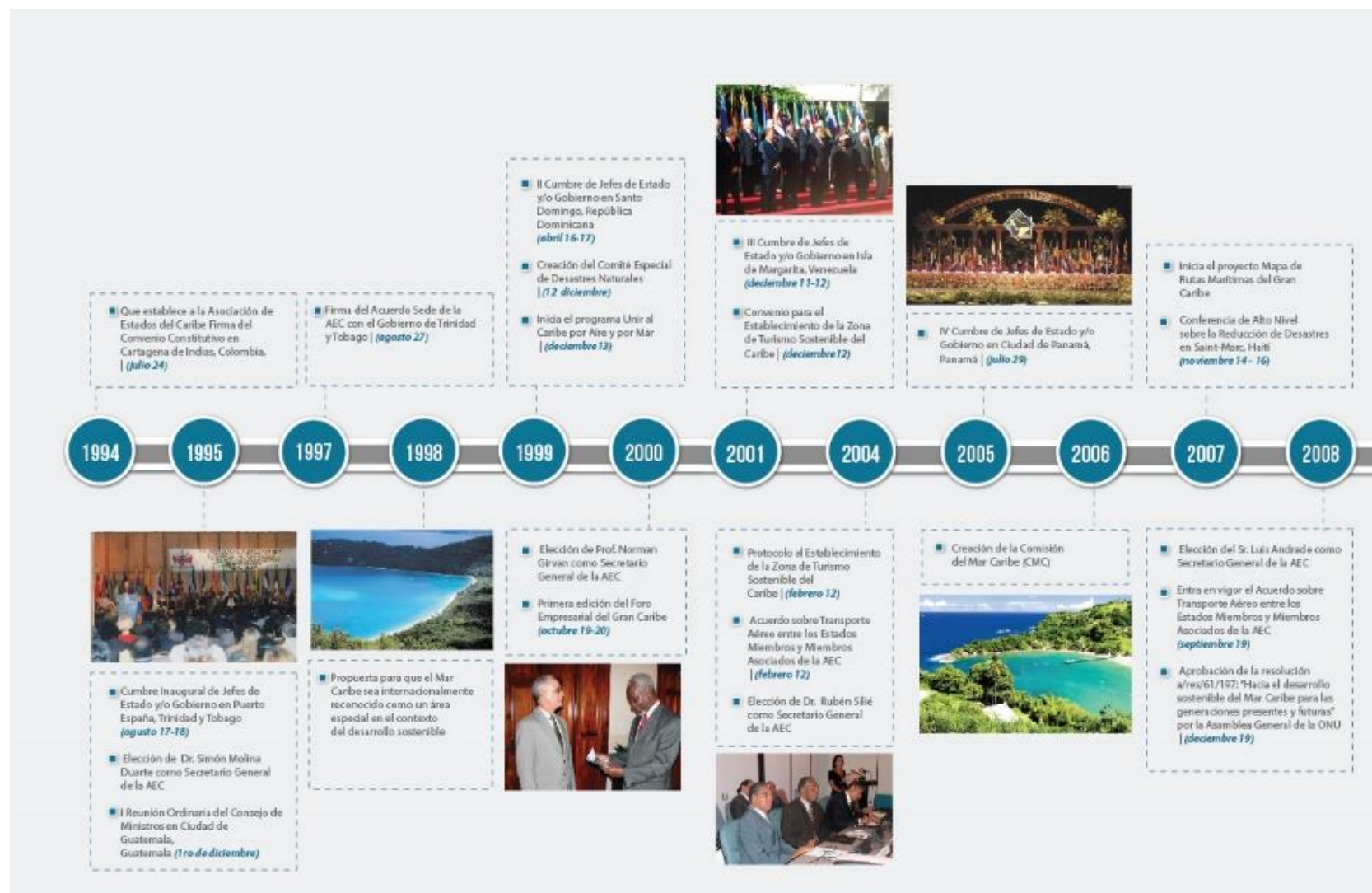
De même, pour le dernier trimestre de l'année, le Secrétaire Général développe un agenda actif de réunions pour la mobilisation de nouvelles ressources financières ; bilatérales, avec des agences et des banques régionales et multilatérales, y compris une visite à Bruxelles pour des entretiens avec des

hauts fonctionnaires de l'Union Européenne, dans la recherche de nouvelles alliances, qui permettront le développement des priorités établies dans le Plan d'Exécution approuvé par le Conseil des Ministres et le Plan de Travail.

Elle a également établi un rapprochement stratégique avec les autres acteurs importants de l'équation du développement des pays, le secteur privé et les chambres organisées au sein des secteurs, ce qui permettra, à moyen et long terme, d'imposer une nouvelle approche des partenariats public-privé (PPP) dans les domaines qui relèvent de la compétence du secteur privé, qui leur sera bénéfique dans les transactions commerciales, du transport et du tourisme durable des pays membres, qui sont actuellement à un faible niveau, en partie en raison de la pandémie de COVID-19 et des défis auxquels est confrontée la région des Caraïbes (voir Annexe 1 - Portefeuille de projets).

Enfin, dans l'intérêt de faciliter une coopération internationale de plus en plus dynamique, durable et pertinente, le Secrétaire général travaille en étroite collaboration avec le PPT actuel et ses successeurs pour communiquer la vision et les besoins afin que les États membres et les membres associés activent leurs canaux diplomatiques bilatéraux et sous-régionaux de coopération pour avancer conjointement dans l'engagement de la coopération au service de la Grande Caraïbe dans son ensemble.

REVUE HISTORIQUE DE L'AEC





- Puesta en marcha del proyecto Fortalecimiento de las Operaciones y Servicios Hidrometeorológicos en los Pequeños Estados Insulares en Desarrollo del Caribe



- V Cumbre de Jefes de Estado y/o Gobierno, Pétion Ville, Haití (abril 26)
- Entrada en vigor de la Convención que Establece la Zona de Turismo Sostenible del Caribe (durante la presidencia temporal de México, noviembre 6)

- La CMC organiza simposio regional: Retos, Diálogo y Cooperación hacia la Sostenibilidad del Mar Caribe (CMC), contó con la participación de 18 países
- 36 estudiantes de tres países participaron en un programa intensivo del idioma francés y cultura de Guadalupe



- Elección de la primera mujer Secretaria General de la AEC, Dra. June Soomer
- VII Cumbre de Jefes de Estado y/o Gobierno en La Habana, Cuba (junio 4) en donde se aprueba la revitalización de la Asociación
- Bielorrusia, Bolivia y Uruguay se convierten en Observadores de la AEC



- Se aprueba la reestructuración de la Secretaría en la XXIII Reunión Ordinaria del Consejo de Ministros en la Isla de Margarita, Venezuela
- Las Islas Virgenes Británicas se convierten el X Miembro Asociado



- Elección de Ing. Rodolfo Sabonge como Secretario General de la AEC

2010

2012

2013

2014

2015

2016

2017

2018

2019

2020

- Elección del Dr. Alfonso Múnera como Secretario General de la AEC
- Diálogo para identificar las oportunidades de comercio entre los Estados Miembros de la región del Gran Caribe (julio 11-12)



- Entrada en vigencia del Acuerdo Regional de Cooperación en Desastres Naturales (31 de marzo, este acuerdo fue promovido por México durante su presidencia del Consejo de Ministros en 2013)
- VI Cumbre de Jefes de Estado y/o Gobierno en Mérida, México (abril 30)
- La AEC facilita reunión entre delegaciones de Guyana y Venezuela para discutir mecanismos para destinado a la eventual delimitación marítima entre los dos países.



- Grupo de Trabajo sobre propuestas y recomendaciones concretas para la revitalización
- Inicia el Proyecto de Erosión Costera con USD 4 Millones
- Palestina, Japón y Los Emiratos Arabes Unidos (EAU) se convierten en Observadores de la AEC



- VII Cumbre de Jefes de Estado y/o Gobierno en Managua, Nicaragua (marzo 29)

